

# Panorama des financements climat

## Edition 2020

Webinaire de présentation

Hadrien Hainaut, Maxime Ledez

Soutenu par



Projet réalisé avec le soutien du Ministère de la Transition écologique, de l'ADEME et de la Fondation européenne du climat. Les informations et opinions exposées dans le rapport incombent aux auteurs uniquement.

# L'Institut de l'économie pour le climat

## I4CE EN CHIFFRES

**27**  
Collaborateurs

**30+**  
Événements par an

**40+**  
Publications par an

**7000+**  
Followers sur Twitter

**+6000**  
Abonnés  
à la newsletter

**400+**  
Mentions  
dans la presse

## NOTRE MISSION

L'Institut de l'économie pour le climat est une association experte de l'économie et de la finance, dont la mission est de faire avancer l'action contre les changements climatiques.

Grâce à ses recherches appliquées, l'Institut contribue au débat sur les politiques liées au climat. Il rend aussi publiques des analyses pour appuyer la réflexion des institutions financières, des entreprises ou encore des territoires et les aider à intégrer concrètement les enjeux climatiques dans leurs activités.

# 5 domaines de la transition énergétique

## EFFICACITE ENERGETIQUE

Construction neuve, rénovation des bâtiments  
Industrie, véhicules électriques, hybrides et GNV

## ENERGIES RENOUVELABLES

Parc éoliens, centrales PV au sol, biométhane  
Chaudières biomasse, pompes à chaleur

## INFRASTRUCTURES DURABLES

Développement et entretien du réseau ferroviaire  
Transports en commun urbains, pistes cyclables

## NUCLEAIRE

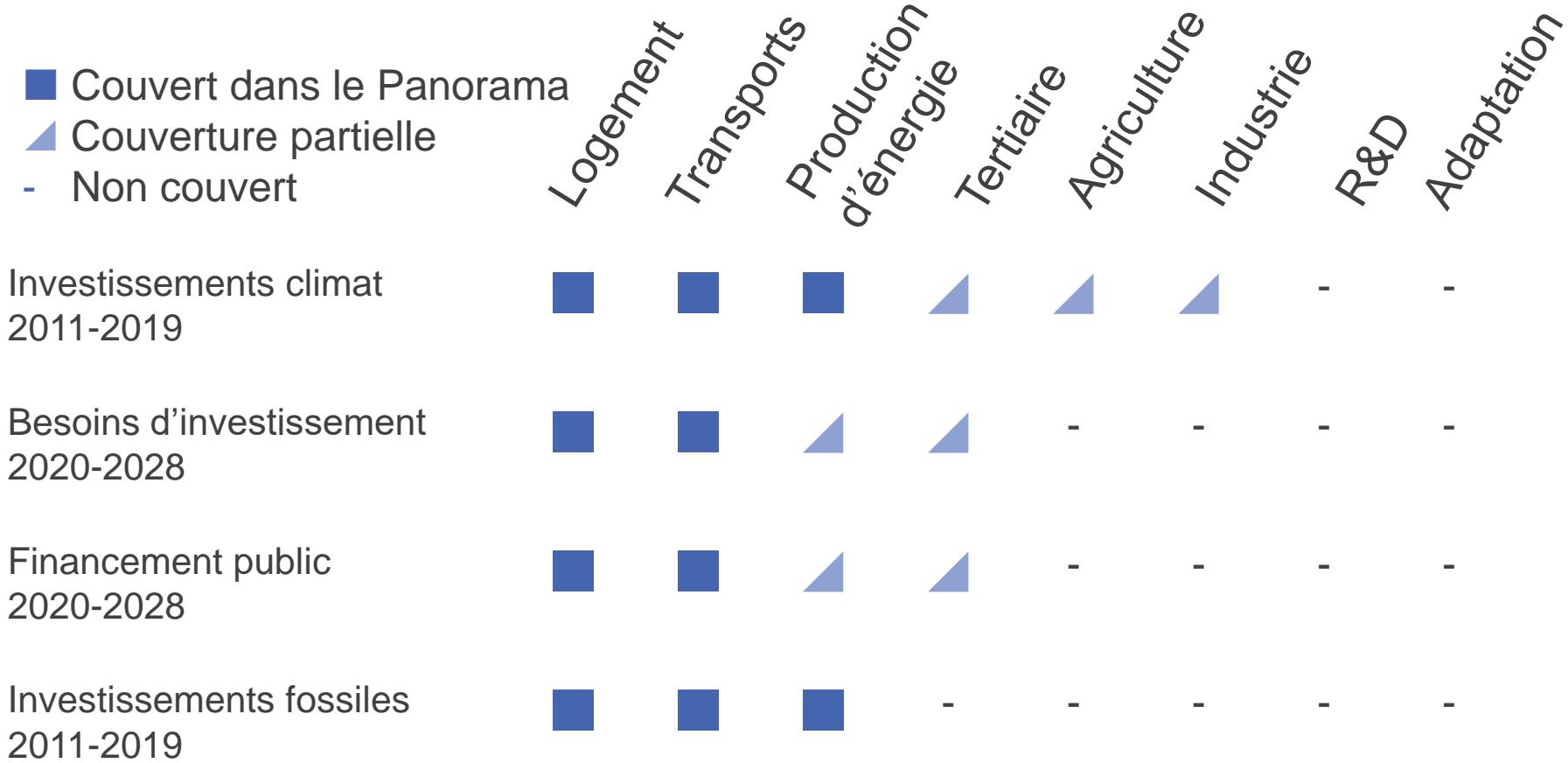
Construction de l'EPR, « Grand Carénage »

## NON-ENERGETIQUE

Amont forestier, procédés industriels  
(non couvert : agroécologie)

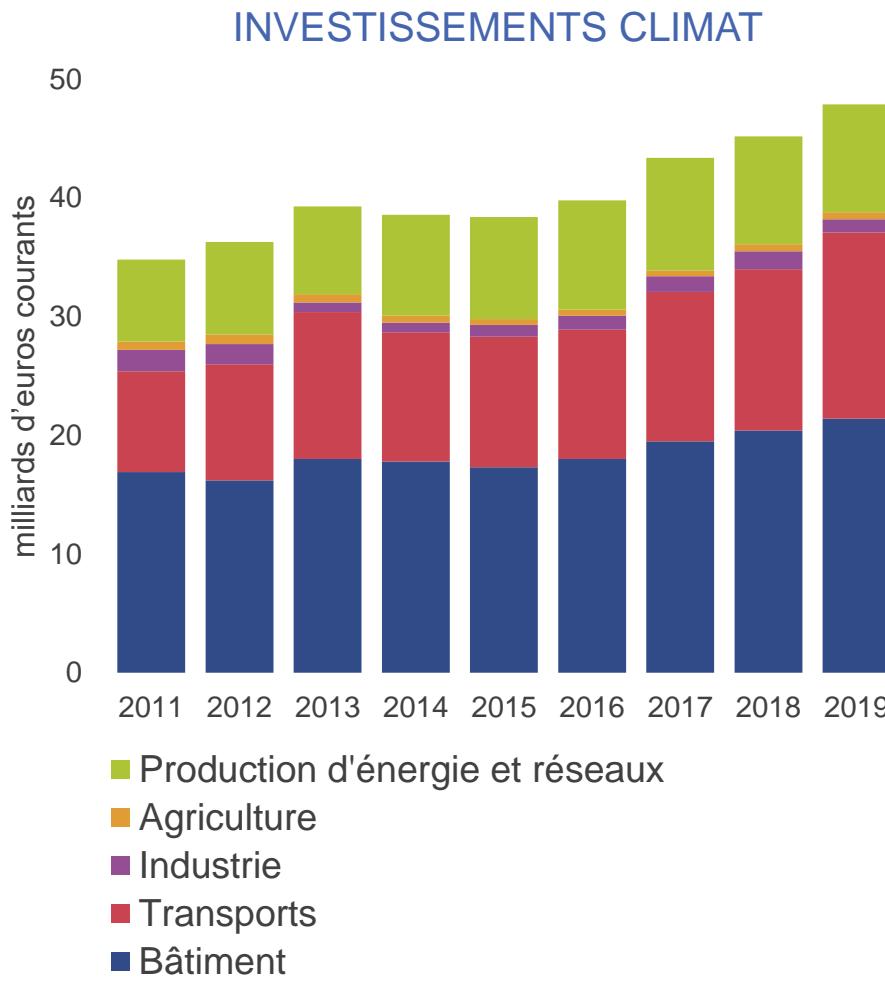
Pour identifier les investissements, l'étude s'appuie sur la SNBC, la PPE, le label Greenfin, et les nomenclatures de Climate Bond Initiative et du groupe d'experts européen (TEG)

# Une connaissance variable selon les secteurs



# Résultats d'ensemble

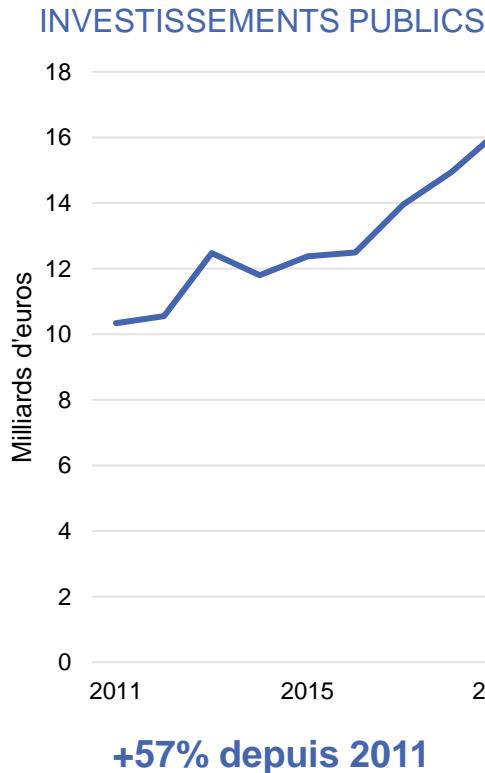
# Les investissements climat progressent



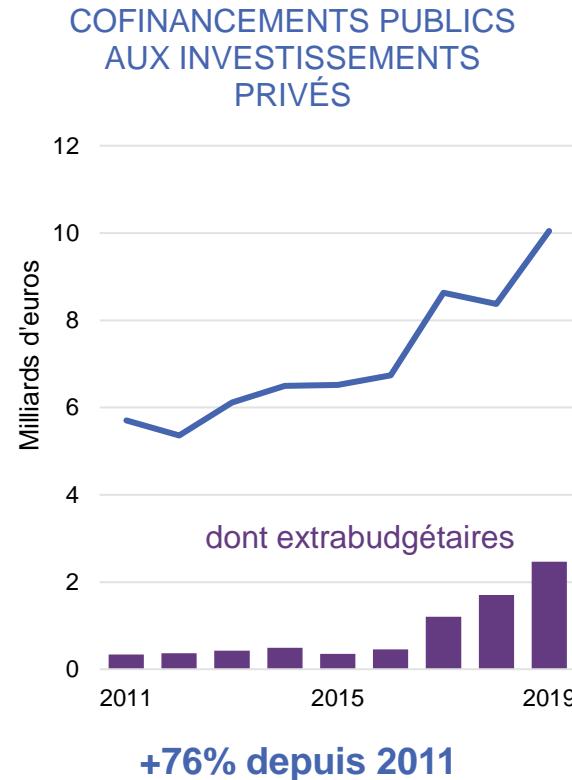
**48 milliards d'euros en 2019**

- Les investissements sont concentrés dans :
  - les bâtiments et en particulier leur rénovation ;
  - la mobilité durable, véhicules à faibles émissions et infrastructures ;
  - la production d'énergie décarbonée
- Effet volume : davantage d'équipements installés et des prix globalement stables
- L'effort d'investissement a augmenté en proportion du PIB, de 1,7% en 2011 à 2,1% en 2019

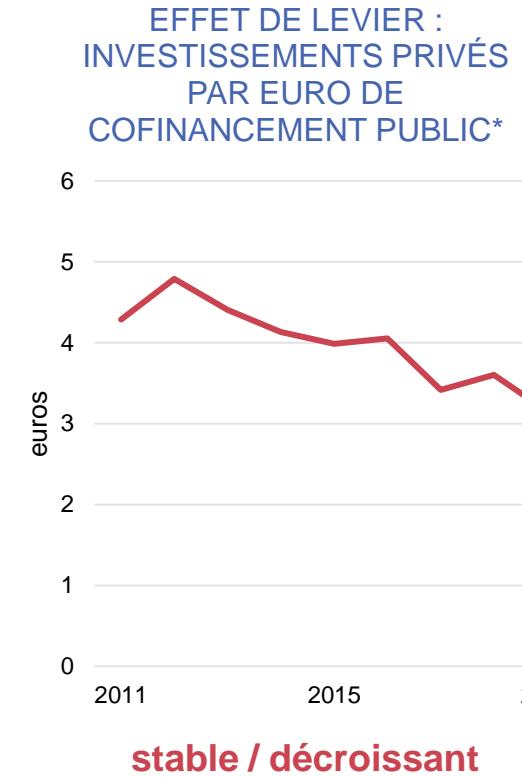
# Les pouvoirs publics ont contribué à la hausse des investissements climat



En particulier les réalisations des gestionnaires d'infrastructures (SNCF Réseau, SGP)



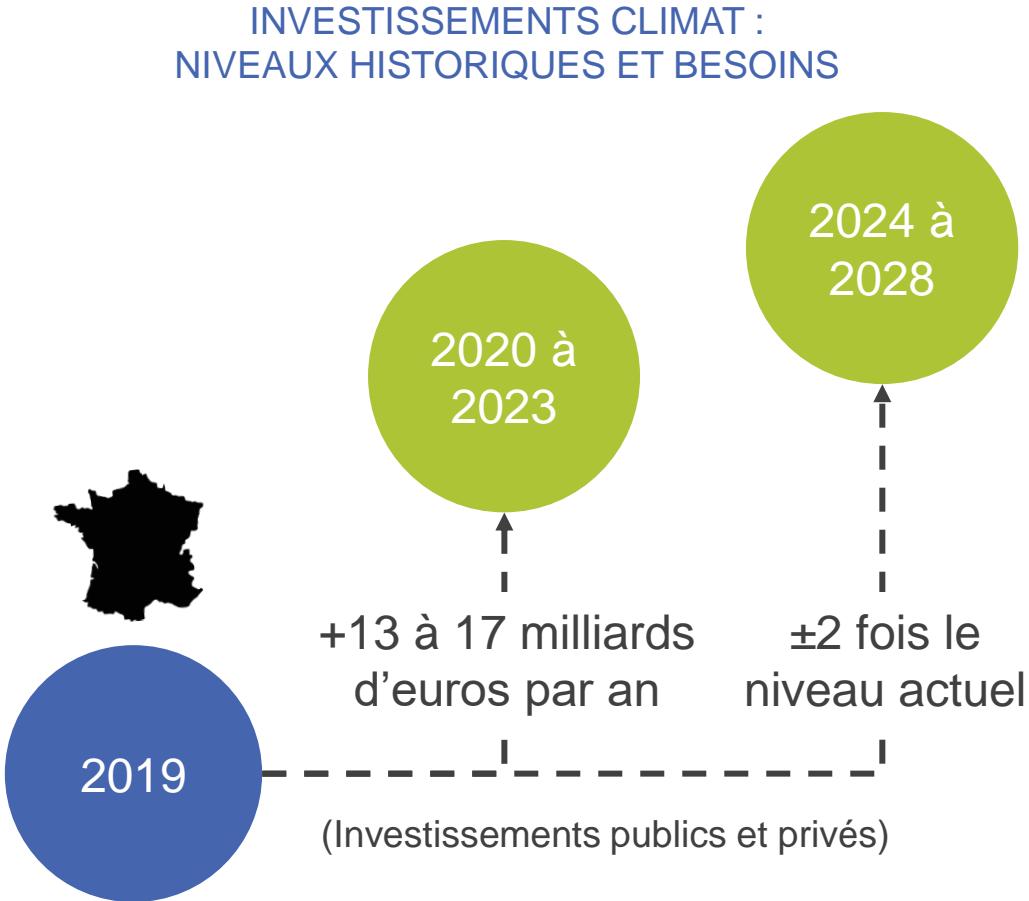
Croissance récente des **financements extrabudgétaire**s, notamment versés au titre des certificats d'économies d'énergie



Un recul à nuancer, car certaines aides ciblent davantage des publics à faible ressources (ex: ANAH)

\*Calculé en divisant les investissements privés (ménages, entreprises) par les cofinancements publics pour une même année

# La France n'investit toujours pas assez pour le climat



Les **besoins d'investissements** sont estimés d'après la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC)

- Ses objectifs :
  - Emissions -40% en 2030
  - Neutralité carbone en 2050
- Les besoins d'investissements sont estimés pour les secteurs :
  - du bâtiment,
  - des véhicules et infrastructures de transport,
  - des énergies renouvelables

# Financement public : anticiper l'après-plan de relance

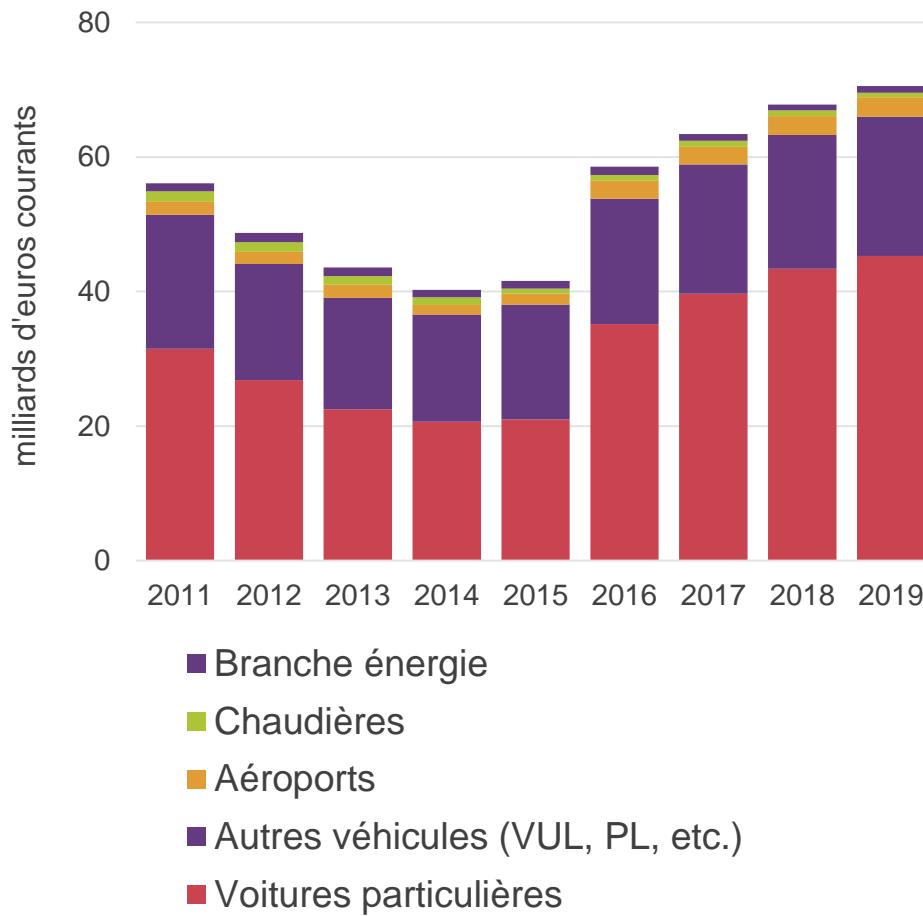


Les **besoins de financement public** sont estimés d'après nos travaux sur la relance climat.

- Les pouvoirs publics devront amplifier l'effort budgétaire
- Or, le plan de relance ne porte que jusqu'en 2022
- Candidats à la présidentielle : quel budget pour le climat ?

# Les investissements fossiles persistent

## INVESTISSEMENTS DÉFAVORABLES AU CLIMAT



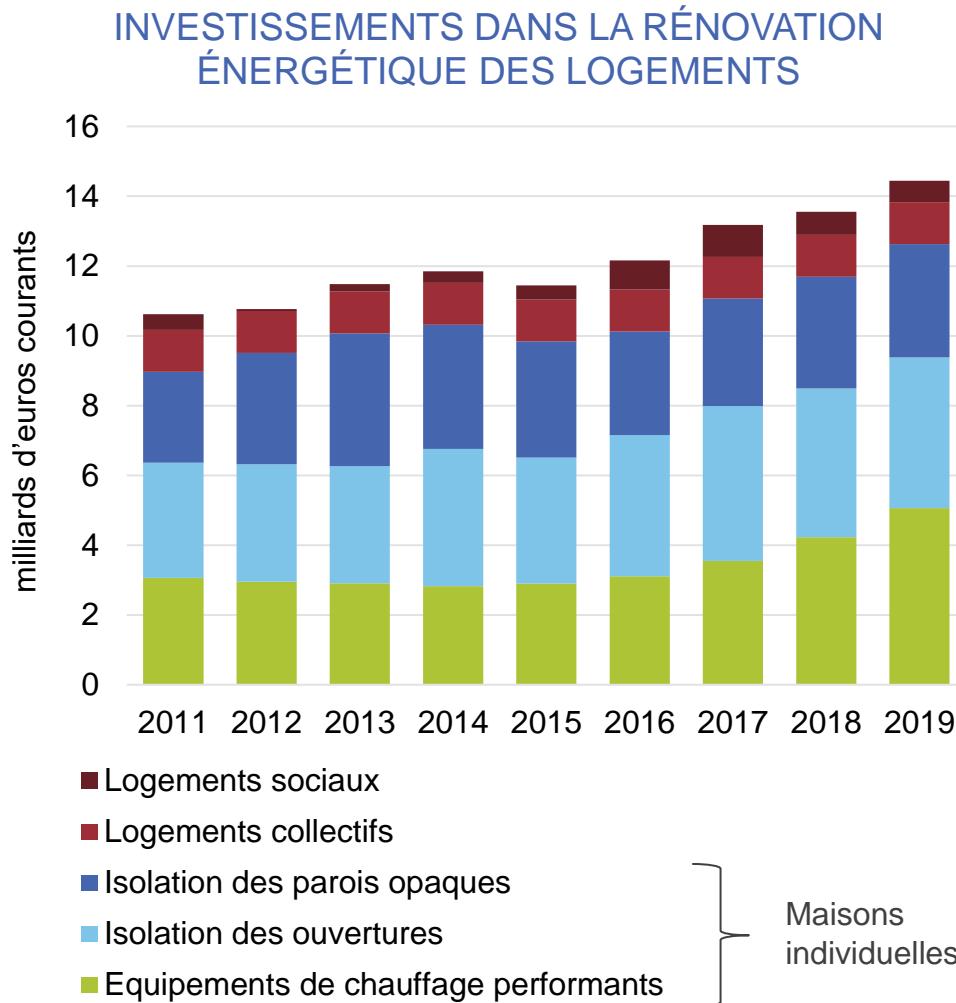
71 milliards d'euros en 2019

- Les investissements sont principalement dédiés à la consommation d'énergies fossiles
  - Les voitures particulières ;
  - Les véhicules utilitaires;
  - Le transport aérien
- Ces investissements vont à l'encontre des efforts de transition : ils retardent la réduction des émissions de GES
- Principalement réalisés par les ménages et les entreprises

En savoir plus : p.18-19 du rapport

# Résultats sectoriels

# La rénovation énergétique des logements : trop peu de rénovations ambitieuses



**14,4 milliards d'euros en 2019**

- Les investissements progressent depuis 2011, notamment dans les équipements de chauffage en maison individuelle (ex: pompes à chaleur)
- Peu d'investissements dans les rénovations (500 millions d'euros) débouchent sur des logements performants :
  - Les travaux ne sont ni planifiés, ni coordonnés
  - Les instruments de financement encouragent davantage les rénovations partielles plutôt que les rénovations globales

# Coordonner davantage les travaux pour des rénovations performantes



## Objectif SNBC : un parc de logements « basse consommation » en 2050

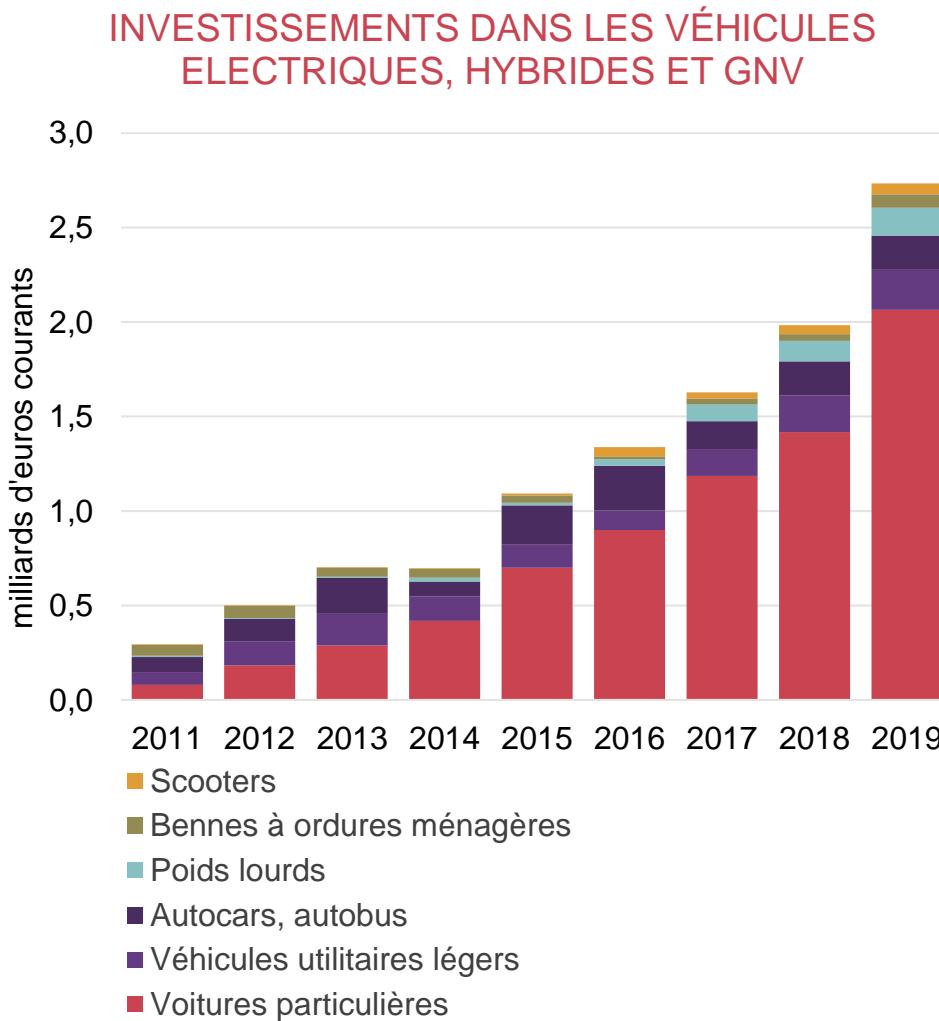
### INVESTISSEMENTS DANS LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES LOGEMENTS

(mds€/an)	Rénovations par étapes	Rénovations en une seule fois
Historique		
2019	14,4	0,5
Besoins		
2020-23	14	21
2024-28	17	24
Décennie 2030	±25	24
Décennie 2040	±30	24

- Le scénario de référence de la SNBC considère des **rénovations par étapes**
  - Les investissements actuels sont proches des besoins
  - Mais il faut prévoir les travaux plusieurs années à l'avance
- Des travaux récents<sup>(1)</sup> suggèrent que **rénover en une seule fois** est plus simple et moins coûteux
  - Mais requiert des investissements considérables à court terme
  - Et la filière de la rénovation complète et performante doit être structurée

(1) ADEME, Dorémi et Enertech, La rénovation performante par étapes - Étude des conditions nécessaires pour atteindre la performance BBC rénovation ou équivalent à terme en logement individuel, janvier 2021

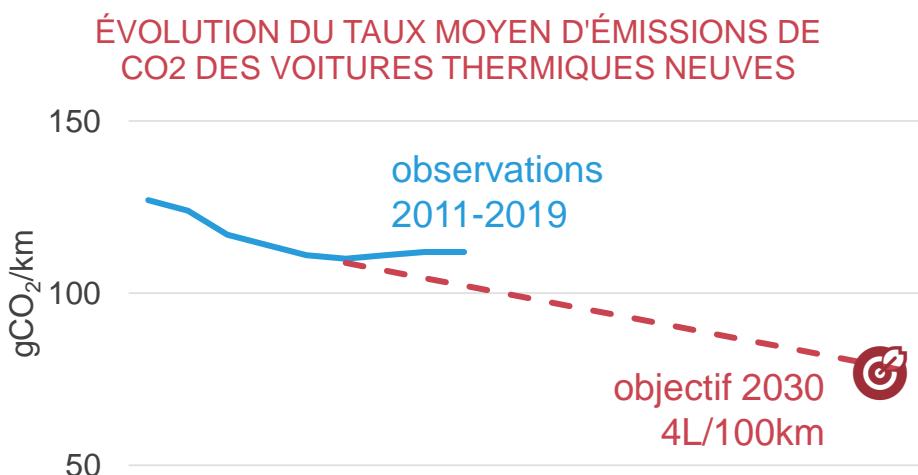
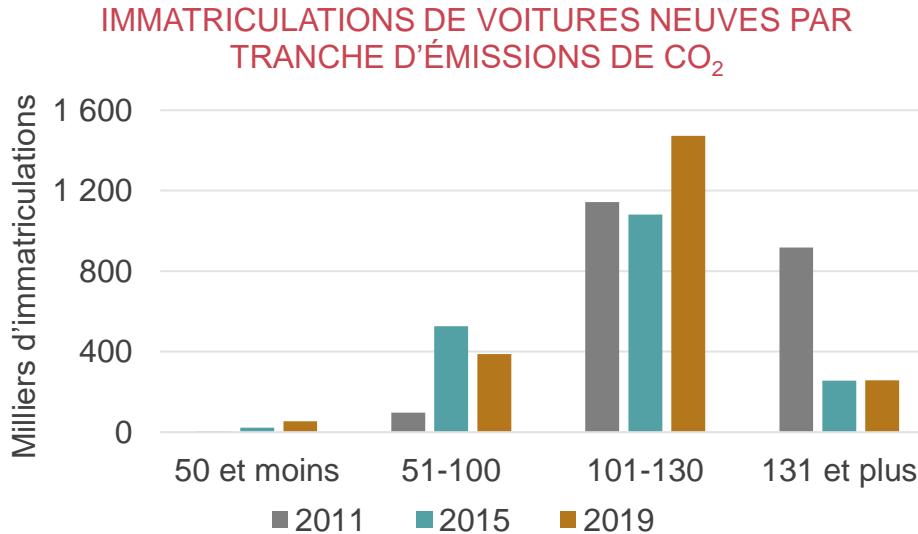
# L'essor des véhicules bas-carbone n'enraye pas les ventes de voitures thermiques



**2,7 milliards d'euros en 2019**

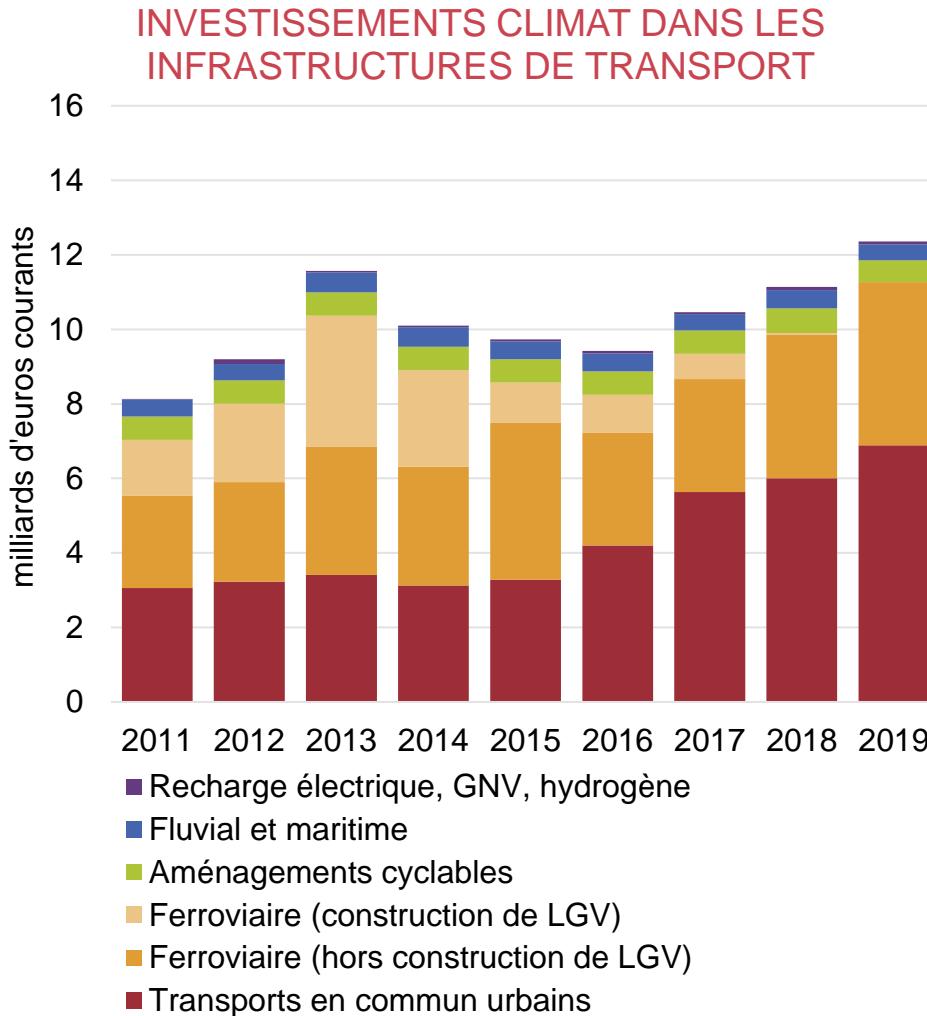
- Après une phase de démarrage, les investissements dans les véhicules à faibles émissions sont en croissance rapide
- Des batteries plus performantes et moins chères, un réseau de points de recharge plus dense et la norme européenne sur les émissions des véhicules vendus encouragent les immatriculations
- Mais leurs parts de marché respectives demeurent largement minoritaires et en-deçà des objectifs de la SNBC

# L'essor des véhicules bas-carbone n'enraye pas les ventes de voitures thermiques



- De 2011 à 2015, les ventes s'alignent avec la trajectoire de l'objectif 2030
  - Nette progression des voitures bas-carbone
  - Baisse des immatriculations des voitures très émettrices liée, entre autres, au malus automobile
  - Report vers la tranche 51-100
- De 2015 à 2019, les émissions moyennes stagnent
  - Les voitures bas-carbone progressent toujours
  - Mais les ventes de modèles très émetteurs ne diminuent plus
  - Le report s'accentue en faveur de la tranche 101-130, notamment en raison des « SUV »

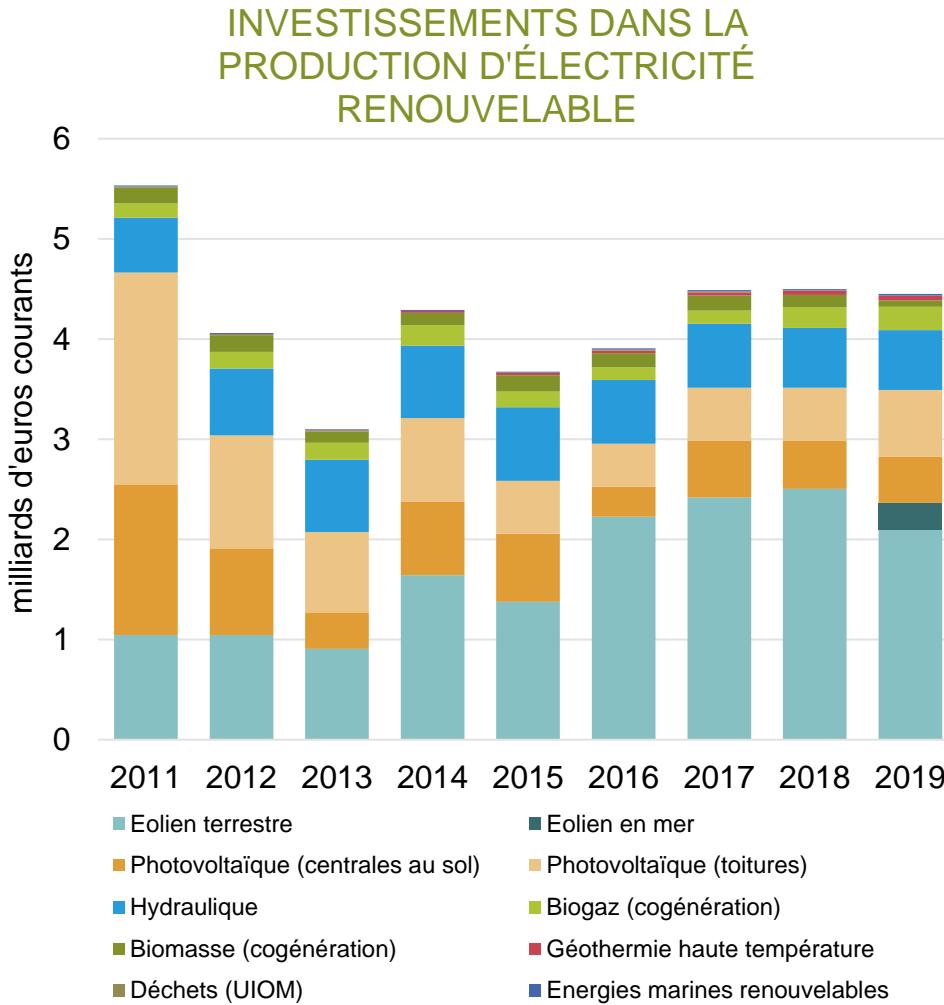
# Pérenniser les niveaux d'investissements climat dans les infrastructures de transport



**12,4 milliards d'euros**

- La période observée se décompose en deux principales phases :
  - construction des lignes à grande vitesse,
  - puis lancement des travaux du Grand Paris Express
- A première vue, les investissements actuels sont proches des niveaux programmés
- Mais ils ne suffisent peut-être pas à accueillir le nombre de voyageurs et les volumes de marchandises envisagés par la SNBC

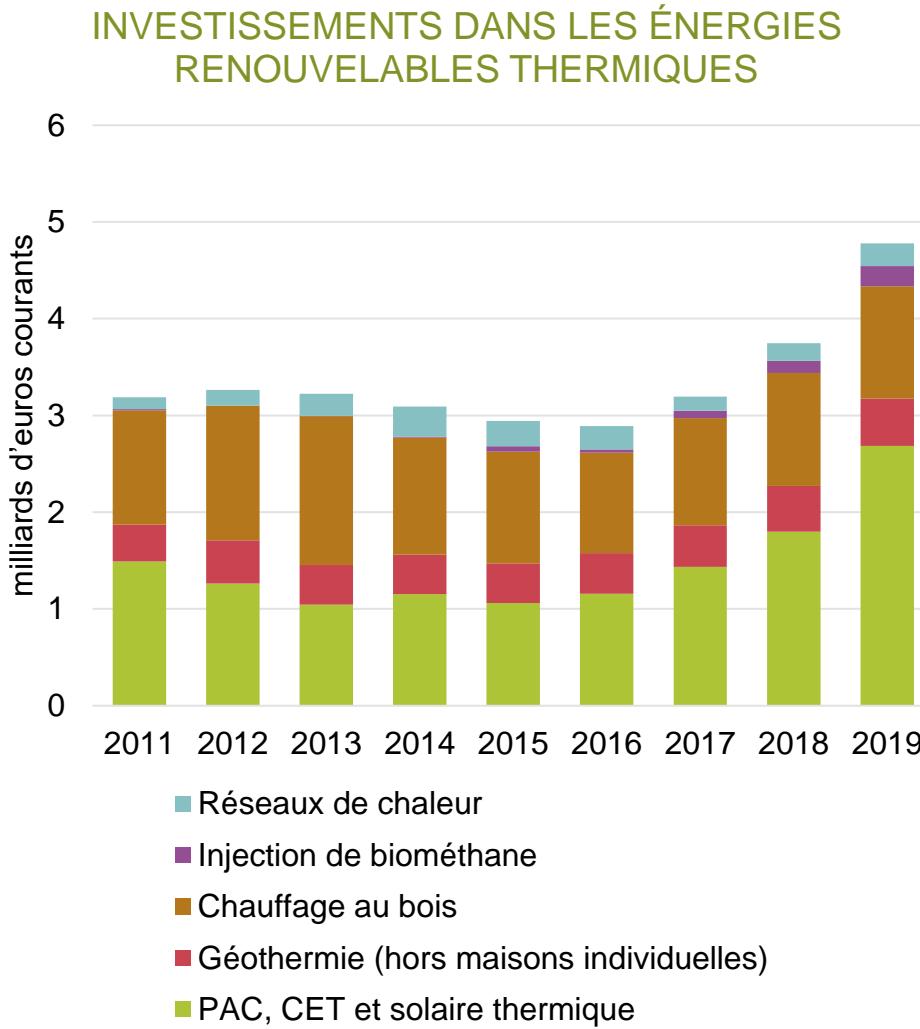
# Électricité renouvelable : des investissements stables, mais en retard sur les objectifs



## 4,5 milliards d'euros

- Stables depuis 2017
- Evolutions contrastées :
  - Solaire: forte baisse des investissements entre 2011 et 2013 avec moratoire et baisse des coûts d'installation
  - Eolien terrestre diminue légèrement en 2019 tandis que les chantiers en mer démarrent
- La cadence des installations reste insuffisante au regard des objectifs de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE)
- Les projets sont parfois confrontés à des oppositions locales

# Chaleur renouvelable : une récente hausse des investissements, qui reste à pérenniser



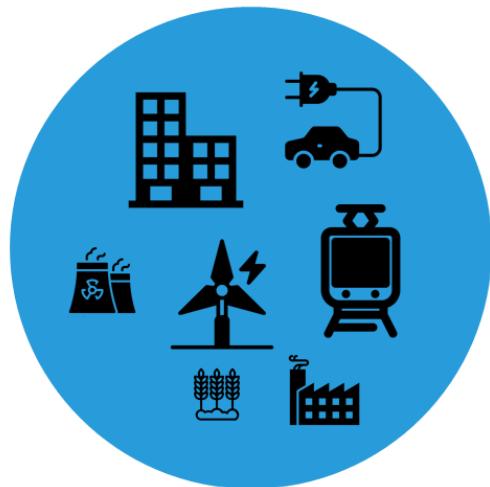
**4,8 milliards d'euros**

- Les investissements ont rapidement augmenté ces trois dernières années, notamment dans le segment des pompes à chaleur
- Concurrencés par les énergies fossiles, les projets bénéficient de soutiens publics, en particulier du Fonds chaleur pour la géothermie, l'injection de biométhane, le bois collectif et les réseaux de chaleur
- Les investissements restent en-deçà des niveaux requis pour respecter les objectifs de la PPE

# Les trois messages-clés de l'étude

## Les investissements et le climat en France

48 milliards d'euros  
investis en faveur du climat,  
en 2019



13 à 17 milliards d'euros  
d'investissements  
supplémentaires sont  
nécessaires chaque année,  
à court-terme



Chiffré



Non chiffré

71 milliards d'euros  
investissements fossiles,  
défavorables au climat, en 2019



Source: I4CE, Panorama des financements climat, Edition 2020



Merci !

[maxime.ledez@i4ce.org](mailto:maxime.ledez@i4ce.org)

[hadrien.hainaut@i4ce.org](mailto:hadrien.hainaut@i4ce.org)